

Déterminants de l'accès au crédit bancaire des PME titulaires de marchés publics au Niger.

The determinants influencing SMEs' access to bank financing in Niger's public procurement sector.

ABDOU MANZO Mahamdou

Doctorant en Doctorate in Business Administration option finance

Panthéon-Assas Université

Laboratoire d'Économie Mathématique et Microéconomie Appliquée (LEMMA),

&

IFG Executive Education / IHFI Institut de Haute Finance

Convention signée entre les établissements le 19 décembre 2018.

France

Date de soumission : 26/08/2025

Date d'acceptation : 19/10/2025

Pour citer cet article :

ABDOU MANZO. M (2025) « Déterminants de l'accès au crédit bancaire des PME titulaires de marchés publics au Niger », Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 8 : Numéro 4 » pp : 382 - 402

Résumé

Cet article examine les principaux Déterminants de l'accès au crédit bancaire des PME titulaires de marchés publics au Niger.

Il s'appuie sur une approche méthodologique exploratoire mixte combinant une analyse qualitative et quantitative. Des entretiens semi-directifs ont été conduits avec des experts en matière de financement des PME. En parallèle, deux enquêtes ont été réalisées : l'une à l'endroit des PME et l'autre à l'endroit des employés des 14 banques commerciales installées au Niger. L'objectif de ce travail est d'identifier les critères pris en compte par les banques pour décider de l'octroi (ou non) d'un crédit à une PME titulaire de marché public, dans le contexte nigérien.

Les facteurs déterminants identifiés sont la solidité des garanties, la qualité de la gestion financière, l'historique de performance sur les marchés publics, la crédibilité du marché public, et la transparence dans la relation PME-banque. L'article propose des leviers d'amélioration pour les politiques publiques et les stratégies bancaires afin de favoriser le développement inclusif des PME au Niger.

Cette recherche contribue à une meilleure compréhension des dynamiques de financement des PME au Niger et propose des recommandations concrètes pour améliorer leur accès au crédit. Elle préconise notamment un renforcement des capacités institutionnelles, ainsi qu'une amélioration de la communication entre les parties prenantes du secteur financier et des marchés publics.

En conclusion, cette recherche offre des perspectives importantes pour les décideurs politiques et les institutions financières. Les implications pratiques de cette étude visent à faciliter un environnement plus favorable à la croissance économique inclusive et à la diversification du tissu entrepreneurial nigérien.

Mots clé : Banque ; PME ; marchés publics ; Niger.

Abstract

Small and medium-sized enterprises (SMEs) are vital engines of economic growth and job creation. However, they often face significant obstacles when trying to access the financing needed for their development, particularly those awarded public contracts. Our study examines the key determinants influencing SMEs' access to bank financing in Niger's public procurement sector.

The study adopts a mixed-method approach, combining qualitative and quantitative analysis. Semi-structured interviews were conducted with SME financing experts. Additionally, two surveys were carried out : one targeting SMEs and the other employees of Niger's 14 commercial banks. The objective of this research is to identify the criteria banks consider when deciding whether to grant credit to an SME holding a public contract in Niger.

Our findings reveal that factors such as the strength of collateral provided by SMEs, their experience and track record in public procurement, financial management quality, and the credibility of the public contract itself are crucial determinants of their access to bank financing. Furthermore, transparency in public contract management and established relationships with financial institutions also play a decisive role.

This research contributes to a better understanding of SME financing dynamics in Niger and offers concrete recommendations to improve their access to credit. It advocates for strengthening institutional capacities and enhancing communication and transparency between financial sector stakeholders and public procurement actors.

In conclusion, this thesis provides important insights for policymakers and financial institutions, highlighting actionable levers to support the sustainable development of SMEs in Niger. The practical implications aim to foster a more conducive environment for inclusive economic growth and the diversification of Niger's entrepreneurial landscape.

Keywords : Bank-SMEs-public procurement-Niger.

Introduction

Dans les pays en développement, et particulièrement au Niger, les Petites et Moyennes Entreprises (PME) représentent près de 90 % du cadre économique officiel. Elles opèrent dans divers domaines (bâtiment, fournitures, services, logistique) et remplissent fréquemment des rôles cruciaux que ni l'État ni les grandes entreprises ne prennent en charge. Grâce à leur faculté d'adaptation, leur lien étroit avec les situations concrètes et leur aptitude à générer des emplois, elles génèrent une dynamique entrepreneuriale ayant un impact local significatif. Dans un pays tel que le Niger, confronté à d'énormes défis en matière de pauvreté, de démographie et d'urbanisation, les PME se démarquent comme des instruments de développement essentiels.

Néanmoins, leur apport crucial à l'expansion et à l'organisation de l'économie du pays se confronte à une situation paradoxale et inquiétante : l'accès au crédit bancaire demeure structurellement restreint. D'après les statistiques de la BCEAO, moins de 15 % des PME au Niger parviennent à obtenir un financement bancaire officiel, et ce chiffre diminue davantage lorsqu'on considère les prêts à moyen ou long terme. Ce déficit de financement entrave leur aptitude à investir, innover, recruter ou tout simplement respecter leurs obligations contractuelles.

Ce paradoxe se révèle d'autant plus frappant lorsqu'on analyse la situation particulière des PME détentrices de marchés publics. Théoriquement, ces marchés provenant d'autorités gouvernementales devraient offrir des assurances robustes pour les banques. En vigueur, un contrat public signé, approuvé et financé procure une certaine clarté sur les revenus à venir de l'entreprise, donc un flux de trésorerie prévisible. En réalité, même si l'on gagne un marché public, cela ne garantit pas nécessairement un accès au financement bancaire. Un certain nombre d'entreprises se trouvent dans l'impossibilité de respecter leurs contrats en raison d'un manque de liquidités, ce qui entraîne des retards, des amendes et même des résiliations unilatérales.

Les motifs cités par les établissements bancaires sont divers.

Tout d'abord, le manque ou l'absence de garanties tangibles (matérielles ou personnelles), souvent demandées même si le marché public paraît sûr.

Puis, l'aspect de l'asymétrie d'information : les institutions bancaires pensent que les PME ne produisent pas des rapports financiers suffisamment fiables, généralement en raison d'une comptabilité inexacte ou non officielle.

Finalement, la méfiance envers l'État, soupçonné de procrastiner les versements ou même de ne pas tenir certains engagements financiers, engendre une grande incertitude pour tout emprunt lié à un contrat public.

Par conséquent, on se retrouve dans une situation où la société, malgré un portefeuille de commandes abondant en contrats publics, n'est pas jugée « bancable ». Cette restriction réduit de manière significative la faculté des petites et moyennes entreprises à rassembler les moyens indispensables pour démarrer ou finaliser les travaux. L'absence d'accès au financement représente un obstacle majeur à la croissance économique, tout en étant une source d'instabilité pour l'économie du pays : des marchés inexécutés, une dépendance excessive à l'endettement non officiel, des faillites anticipées et une érosion de la confiance envers les institutions.

Ainsi, une question cruciale a orienté l'intégralité de notre processus de recherche : quels sont les éléments concrets, palpables et quantifiables qui influencent positivement ou négativement l'octroi de crédits bancaires aux PME du Niger, même lorsqu'elles bénéficient de contrats publics ? En d'autres termes, quels sont les facteurs bancaires, institutionnels et structurels qui influent sur le financement des entreprises dans ce cadre précis ? Dans cet article, nous avons essayé d'aborder ce problème en fournissant des éléments de réponse.

Dans notre étude, nous avons choisi une méthodologie exploratoire mixte qui allie des enquêtes quantitatives et des entretiens qualitatifs. Cela se décompose comme suit :

- Enquêtes quantitatives : Nous avons administré des questionnaires fermés à 67 petites et moyennes entreprises (PME) qui bénéficient de marchés publics, ainsi qu'à 114 employés de banques. Cela nous permet de collecter des données précises et mesurables sur divers aspects.
- Entretiens qualitatifs : Nous avons réalisé des entretiens semi-directifs avec 15 experts institutionnels. Ces échanges sont analysés à travers une approche thématique, ce qui nous a aidé à comprendre en profondeur les enjeux liés à notre sujet.

Nous avons évalué plusieurs indicateurs clés, notamment :

- L'accès au crédit
- Les types de garanties proposées
- Les critères d'évaluation utilisés par les banques
- L'impact des retards de paiement
- L'efficacité des dispositifs institutionnels.

Ce travail de recherche est structuré comme suit : une revue de littérature, une méthodologie, une présentation des résultats et une discussion.

1. Revue de littérature

1.1 Les défis du financement des PME au Niger

L'accès au financement bancaire représente un enjeu important pour le développement des Petites et Moyennes Entreprises dans les économies en développement (Missoka, 2013). Au Niger, où les PME jouent un rôle important dans la création de richesse et d'emplois, les difficultés liées à l'obtention de financements constituent un frein majeur à leur expansion. Plusieurs travaux académiques se sont intéressés aux déterminants de l'accès au financement bancaire dans des contextes variés (Djomeni et Kepndip, 2023). Ces études ont identifié des facteurs clés, notamment les caractéristiques internes des entreprises (taille, âge, performance financière), les garanties offertes par les emprunteurs, ainsi que les relations de confiance établies avec les institutions financières. Toutefois, dans le contexte spécifique du Niger, des éléments additionnels, comme le cadre réglementaire, la perception du risque par les banques, méritent une attention particulière. Pour bien comprendre la décision du banquier nigérien d'accord ou de rejet des demandes de crédit présentées par les PME, il convient de passer en revue les trois points suivants :

- Les caractéristiques des PME évoluant dans l'économie nigérienne ;
- L'influence des caractéristiques des PME nigériennes sur l'accès au financement bancaire ;
- Les principaux critères retenus par les banques nigériennes dans l'évaluation des dossiers de crédit aux PME.

Tableau 1 : Classification des risques financiers

Risques financiers	Risques purs	Risques de liquidité
		Risques de crédit
		Risques d'insolvabilité
	Risques spéculatifs	Risques de taux d'intérêt
		Risques d'échange
		Risques de marché
Risques opérationnels	Risques liés à la défaillance au niveau de la structure organisationnelle et la compétence du personnel des banques	
	Risques liés à l'environnement commercial	
Les risques d'exploitation	Risques liés à la l'environnement juridique, réglementaire et politique	
	Risques liés aux aléas macro-économiques	
Risques accidentels	Risques liés à la modification de l'image de la banque	

Source : Tiré des travaux de Segdali et Dabdoub (2023)

1.2 Les défis spécifiques des PME bénéficiaires des marchés publics

Selon Belkacemi et Bouchareb (2022), le marché public est une pratique contractuelle entrant dans le champ du droit administratif. Le secteur des marchés publics présente des caractéristiques spécifiques qui influencent les relations entre les petites et moyennes entreprises et les banques. Les marchés publics jouent dans la vie économique et sociale d'un pays, tant au niveau local que national un rôle très important. En plus, le développement sensible de la commande publique est conçu comme l'un des moteurs de relance économique par la consommation comme l'ont relevé dans leurs travaux Belkacemi et Bouchareb (2022). L'une des premières caractéristiques reste le caractère strict de la réglementation dans le secteur. En effet, les marchés publics sont soumis à des règles légales strictes, notamment en matière de passation des marchés. L'obligation aux PME de se conformer à ces procédures peut ralentir l'accès à ces marchés. Le caractère strict de ces obligations relève de la nécessité de renforcer la commande publique. Belkacemi et Bouchareb (idem) y trouvent un parallèle entre un véritable enjeu de respect de l'impératif économique et du principe de transparence. Dans la pratique, dans les pays africains, la réglementation des marchés publics est une

nécessité plus qu'absolue. Son influence sur le développement socio-économique et son impact sur la gestion relationnel des fonds publics est visible. Il en est de même pour les délégations de service public et les contrats de partenariat, qui représentent dans le cadre du Niger des montants considérables, évalués à presque 15 % du PIB (Saussier et Tirole, 2015).

Dans la littérature, on découvre plusieurs travaux qui ont présenté la typologie des outils de la commande publique. Saussier et Tirole (2015) en ont trouvé trois dont les marchés publics, la délégation de service public et les contrats de partenariat. Selon leurs travaux, les marchés publics qui focalisent notre attention au cours de la présente recherche répondent à des besoins en matière de travaux de fourniture ou de service.

Les délais de paiement dans les marchés publics sont un autre enjeu. En effet, ils sont longs, bien que les directives nationales aient évolué sur les délais de rigueur en les ramenant à 30 jours en moyenne. Les tensions de trésorerie naissent pour les PME du fait du prolongement de ces délais. C'est ce qui justifie la nécessité des cautionnements et des garanties. Les entreprises doivent souvent fournir des garanties bancaires (cautionnement provisoire ou définitif) pour accéder aux marchés publics. Il se fait que ces garanties représentent une charge financière supplémentaire pour les PME. Il y a aussi un volume important de projets de grande envergure qui exigent des capacités techniques et financières élevées dont ne disposent pas les PME.

La gestion des marchés publics a de fortes implications sur les relations entre les PME et les banques. Le premier aspect reste les besoins en financement qui sont présents et souvent pressants. Ainsi, les banques jouent un rôle important en octroyant des crédits de trésorerie et en mettant des garanties nécessaires (Amrane, 2023). Mais ceci n'empêche pas les banques d'évaluer les risques. Bien que les banques perçoivent les marchés publics comme moins risqués en raison de la solvabilité des donneurs d'ordre publics, elles exigent de plus en plus des preuves de capacités de la PME à honorer ses engagements, notamment via des bilans solides et un historique positif. Reconnaissons qu'il y a des opportunités pour améliorer les relations PME-Banque de nos jours. Il y a en premier lieu la digitalisation des marchés publics qui devraient conduire à la simplification des procédures pour réduire les coûts administratifs. Dans ses travaux qui ont porté sur les technologies de l'information et de la communication sur la production des PME dans les villes de Brazzaville, il a mis l'accent sur les coûts de transactions qui ont beaucoup évolué depuis l'apparition des outils informatiques mis en réseau au début des années 1980 et qui ont fait évoluer l'approche des marchés concurrentiels. Selon (Samba, 2013), les grands services de réseaux d'intermédiation comme

les télécommunications, les banques et assurances, les transports et la distribution présentent des caractéristiques susceptibles de favoriser une relative coordination des changements organisationnels au sein d'une économie fondée sur l'information et le savoir. De plus, pense-t-il que la montée de la globalisation, l'irruption des TIC et de l'Internet ont induit de nombreux bouleversements sur le plan microéconomique. La réorganisation du système d'information et de gestion dans l'entreprise, a contribué à la réduction des coûts de transaction et à l'amélioration des performances économiques.

Il faut également parvenir à relever des mécanismes de garantie publique par l'intervention d'organismes comme le FONAP. Les PME doivent également être formées et sensibilisées à la gestion des relations bancaires et des contraintes des marchés publics. Enfin, il serait judicieux d'arriver à la réduction des délais de paiement légaux pour soulager la trésorerie des PME.

Ces spécificités montrent que les marchés publics, bien qu'offrant de réelles opportunités pour les PME, nécessitent une gestion financière rigoureuse et un partenariat actif avec les banques pour en tirer pleinement profit. Les points suivants permettront de mieux cerner respectivement la particularité des PME dans les en développement et la particularité des PME nigériennes surtout celles bénéficiaires des marchés publics.

1.3 Le cadre réglementaire des marchés publics au Niger

La commande publique représente un instrument essentiel pour l'Etat afin de répondre à ses besoins en matière de biens, de services et travaux (Le Velly, 2022). C'est un instrument stratégique dans l'économie d'un pays en tant que levier pour stimuler la croissance économique, encourager l'innovation, et soutenir les entreprises locales surtout les PME.

Il est utile de rappeler que la passation des marchés publics est un processus essentiel pour garantir la transparence, l'efficacité et la bonne gestion des fonds publics. C'est un domaine crucial pour la gestion des finances publiques. Les règles et pratiques régissant cette passation sont encadrées par des normes internationales, régionales et communautaires (comme celles de l'UEMOA), visant à garantir la transparence, la concurrence et l'efficacité.

Au niveau international, plusieurs instruments et organisations encadrent la passation des marchés publics, avec pour objectif de garantir une concurrence loyale et l'intégrité dans l'usage des fonds publics.

Dans des travaux comme celui de Routledge (2018), il est souligné l'importance de la transparence et de la responsabilisation dans la gestion des marchés publics. Cet auteur a

souligné que la participation des PME à la passation des marchés publics contribue à l'innovation et à la diversification économique.

Le travail de Christopher (2014) examine comment les procédures de passation des marchés publics influencent l'efficacité de la gestion publique et le développement économique.

Quant à l'UEMOA, elle a adopté un acte additionnel qui régit la passation des marchés publics, avec pour objectif d'harmoniser les pratiques dans les Etats membres. La Directive précise également les mesures à prendre pour favoriser l'accès des PME aux marchés publics, y compris l'accès à l'information et des modalités adaptées pour les appels d'offres. Elle favorise, par exemple, la division des contrats en petits lots, afin de permettre aux PME de concourir plus facilement. Elle encourage l'attribution des contrats à des entreprises locales, y compris les PME, pour simuler le développement économique communautaire. La Commission de l'UEMOA soutient également cette dynamique d'intégration active des PME à travers des programmes de renforcement des capacités, des formations et des initiatives visant à améliorer l'accès des PME aux marchés publics dans la région.

Le Niger a mis en place en 2014 l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) devenue l'Autorité de Régulation de la Commande Publique (ARCOP) en 2022 afin d'assurer la transparence et la régularité des procédures. Ce cadre est destiné, entre autres, à faciliter l'accès des PME aux marchés publics, bien qu'elles restent confrontées à plusieurs obstacles dont ceux relatifs au financement des marchés publics dont elles se trouvent bénéficiaires.

La commande publique, faut-il le rappeler, consiste à l'achat, par une personne publique, de fournitures, travaux ou services, généralement auprès du secteur privé. C'est un processus technique, économique-juridique, échelonné en différentes phases allant de la détermination des besoins à la préparation et l'organisation des appels d'offres ; suivant une procédure qui aboutit au choix d'un partenaire et à l'exécution du contrat. Dans un sens plus juridique, la commande publique s'entend de l'ensemble des contrats passés par des personnes publiques pour répondre à leurs besoins en matière de fournitures, travaux et services dans un cadre légal. La commande publique au Niger représente une part significative des dépenses publiques, avec des contrats attribués dans divers secteurs : infrastructure, santé, éducation, énergie, etc. Selon les données de la Direction Générale des Marchés Publics (DGMP), en 2020, la commande publique au Niger s'élevait à environ 750 milliards de FCFA, représentant près de 25% du budget national.

1.4 Structure théorique de l'étude

Le travail se base sur trois piliers théoriques importants :

- La théorie du rationnement du crédit (Stiglitz & Weiss, 1981) stipule que, malgré l'existence de projets bénéficiaires, les institutions bancaires peuvent choisir de ne pas accorder de financement en raison d'un manque d'informations précises ou d'un risque jugé trop important.
- La théorie de l'asymétrie d'information (Akerlof, 1970) selon laquelle les institutions financières ne possèdent pas nécessairement une évaluation précise de la capacité véritable de remboursement du débiteur.
- La théorie du financement par ordre de priorité (Myers & Majluf, 1984) qui soutient que les entreprises ont tendance à privilégier l'utilisation de leurs ressources internes avant de recourir à un financement extérieur.

1.5 Buts et étendue de l'étude

Le but central de cette étude est de saisir les mécanismes de prise de décision des établissements bancaires en ce qui concernent les PME titulaires de marchés publics. L'objectif était d'identifier les critères fondamentaux dans les procédures de prêt, d'évaluer la façon dont les banques perçoivent le risque, et d'étudier les contraintes structurelles et conjoncturelles propres au Niger.

Des objectifs précis supplémentaires ont été ajoutés :

- Examiner les attributs financiers, structurels et administratifs des PME concernées ;
- Assimiler les normes internes d'évaluation mises en œuvre par les institutions bancaires ;
- Évaluer l'impact des retards de paiement et la relation avec le gouvernement ; Suggérer des conseils appropriés pour les PME, les banques ainsi que pour les autorités publiques.

2. La méthodologie

Afin d'atteindre ces buts, nous avons opté pour une démarche méthodologique exploratoire combinant l'analyse quantitative et qualitative.

D'une partie, à l'aide du logiciel SPHINX, une étude a été menée auprès de 14 institutions bancaires commerciales opérant au Niger afin de saisir leurs méthodes, leurs normes d'évaluation du risque et leurs tactiques pour réduire les dangers associés aux marchés publics.

Par ailleurs, à l'aide toujours du logiciel SPHINX, un questionnaire a été distribué à un groupe de PME bénéficiaires de marchés publics dans le but de recueillir des informations sur leurs expériences, leurs problèmes et leurs attentes.

De plus, des entretiens semi-structurés ont été réalisés avec des spécialistes du financement des PME, des membres d'institutions publiques et des analystes financiers. Cette confrontation de perspectives a facilité une analyse minutieuse, agrémentée d'une compréhension approfondie des réalités sur le terrain.

Tableau 2 : récapitulatif de la population enquêtée

TOTAL GENERAL	114	67	181
NIGER	114	67	181
Total en %	100%	100%	100%
NIAMEY	40%	51%	91%
AGADEZ	2%	9%	11%
DIFFA	4%	7%	11%
DOSSO	2%	4%	6%
MARADI	13%	16%	29%
TAHOUA	16%	4%	20%
TILABERRY	11%	2%	13%
ZINDER	11%	16%	27%

Source : Enquête sur l'accès au financement bancaire des PME au Niger (Abdou Manzo Mahamadou, 2025)

3. Présentation des résultats

Les principaux résultats obtenus de notre étude sont résumés ci-après :

- Garantie exigée : 91% des PME signalent que les banques exigent des garanties solides (hypothèques, nantissement, caution solidaire).
- Profil de la PME : la majorité sont des entreprises individuelles (56%), avec une forte concentration à Niamey.
- Secteurs d'activité : travaux publics (49%), fournitures (40%), services (11%).

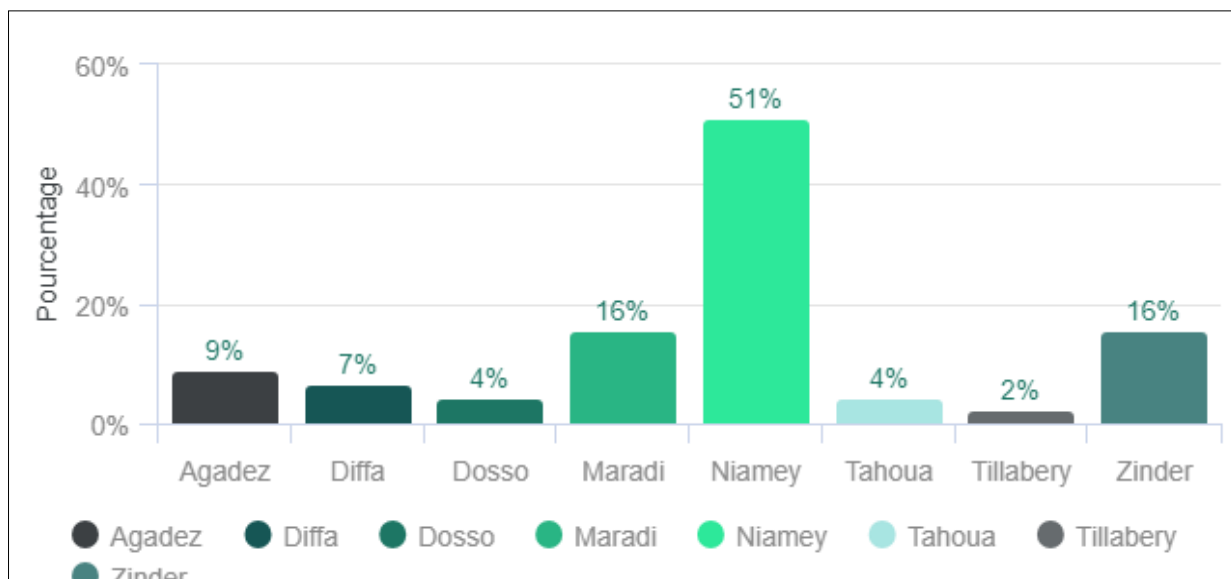
- Délais de paiement : les retards de paiement publics affectent la trésorerie et la crédibilité des PME.
- Satisfaction : 64% des PME sont globalement satisfaites de leur collaboration avec les banques, malgré les contraintes.
- Critères principaux pour l'octroi de crédit : solidité financière, expérience sur les marchés publics, gestion comptable, transparence, historique bancaire.

Plusieurs particularités limitent l'accès au crédit :

- Un faible taux de bancarisation (9,1%), le plus bas au sein de l'UEMOA ;
- Une forte concentration bancaire et une tendance à privilégier le court terme ;
- Des retards significatifs dans les paiements gouvernementaux qui impactent la trésorerie des PME ;
- Une capacité limitée à établir des états financiers crédibles du côté des PME.

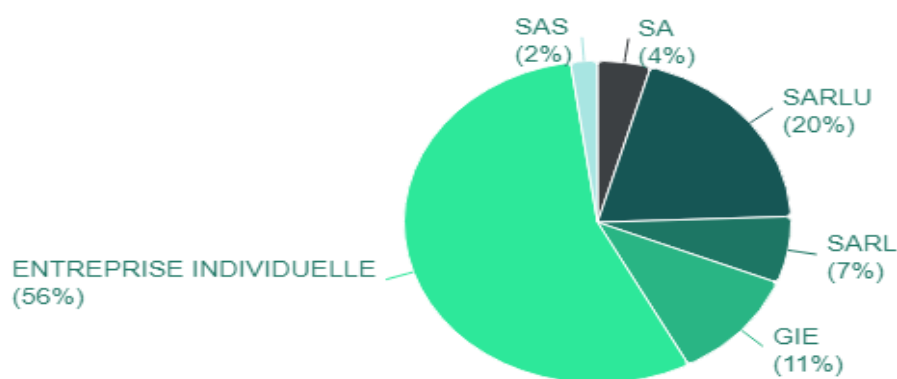
Ces éléments contribuent à créer une atmosphère de méfiance durable et systématique entre les banques et les PME, alimentée par des années d'incompréhension réciproque, de dossiers non complets, de prêts non remboursés d'un côté et de processus rigides, de rejets difficiles explicables de l'autre. Cette absence de confiance mutuelle complique les échanges financiers, augmente les frais de transaction et diminue largement les opportunités de financement, même pour des projets financièrement louables, techniquement aboutis et juridiquement protégés. Autrement dit, même si une initiative semble rentable, l'absence de relation de confiance suffit à entraver l'accès au crédit.

Graphique 1 : Localisation des PME enquêtées



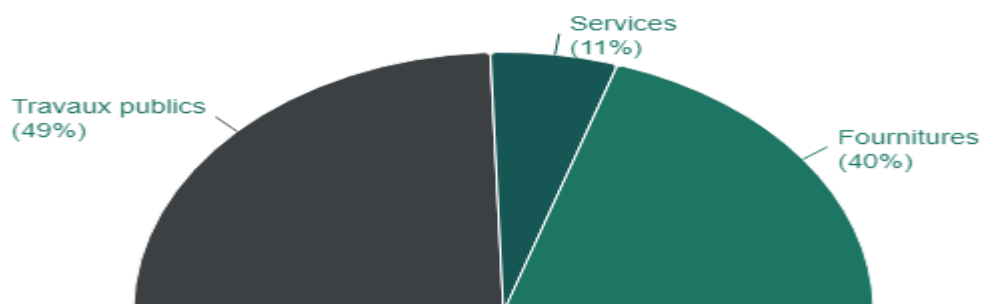
Source : Enquête sur l'accès au financement bancaire des PME au Niger (Abdou Manzo Mahamadou, 2025)

Graphique 2 : Forme juridique des PME



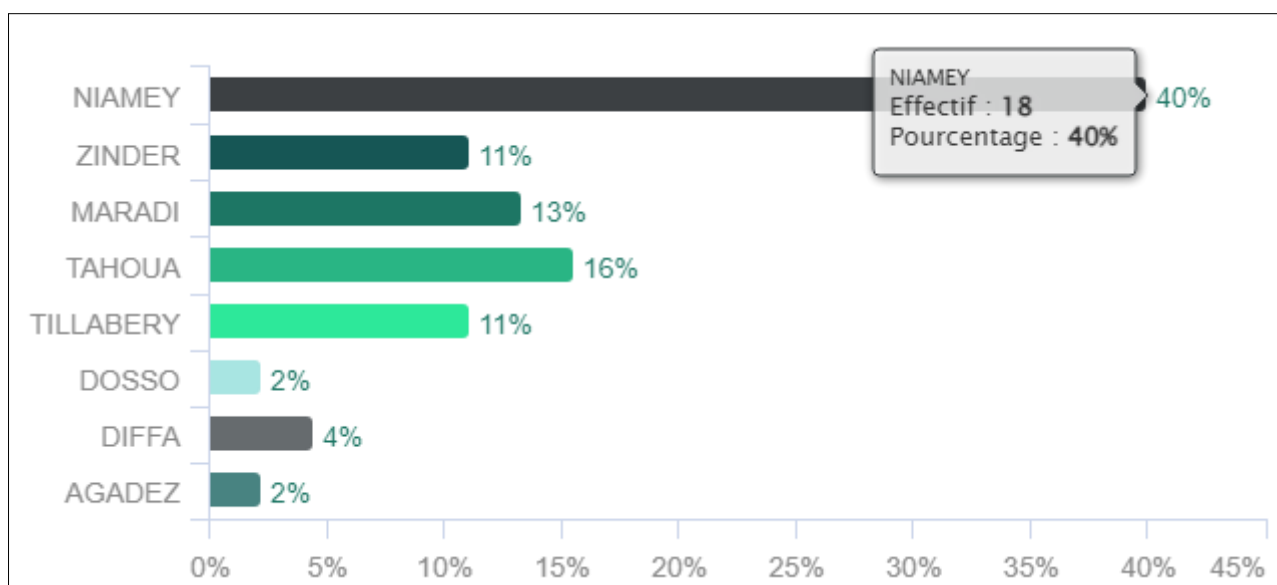
Source : Enquête sur l'accès au financement bancaire des PME au Niger (Abdou Manzo Mahamadou, 2025)

Graphique 3 : Les secteurs d'activité des PME interrogées



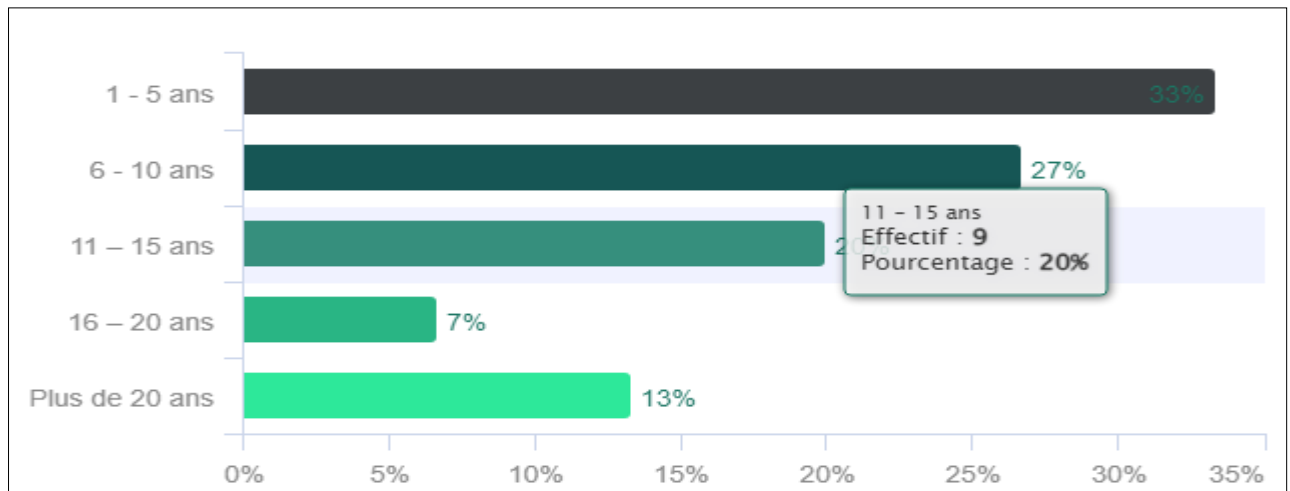
Source : Enquête sur l'accès au financement bancaire des PME au Niger (Abdou Manzo Mahamadou, 2025).

Graphique 4 : Localisation par région du Niger des employés des banque répondant à notre enquête



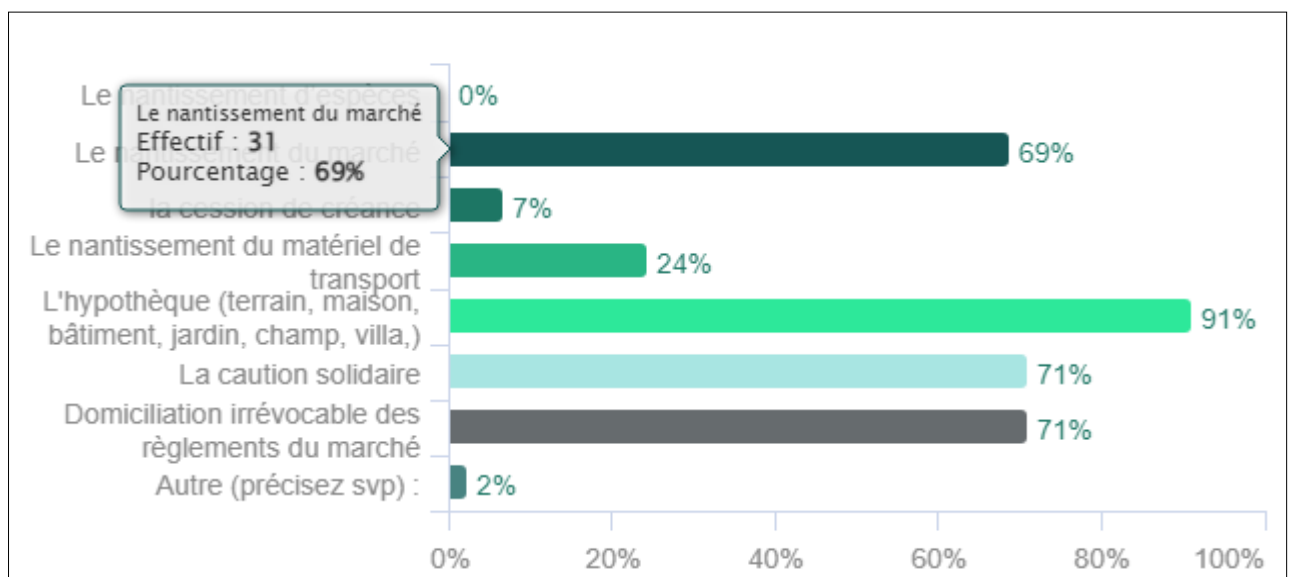
Source : Enquête sur l'accès au financement bancaire des PME au Niger (Abdou Manzo Mahamadou, 2025).

Graphique 5 : Durée de vie de PME



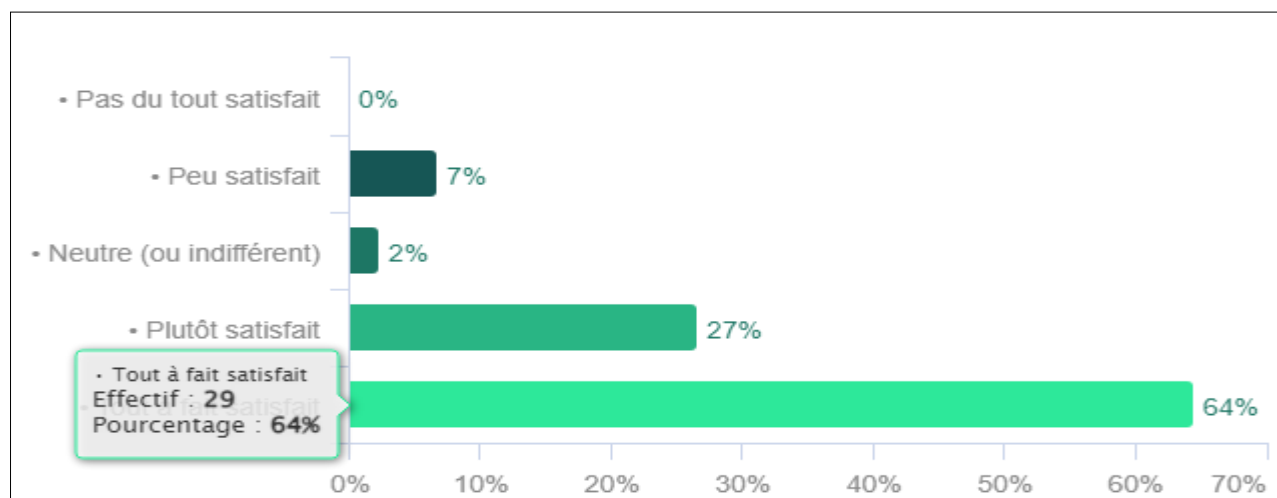
Source : Enquête sur l'accès au financement bancaire des PME au Niger (Abdou Manzo Mahamadou, 2025)

Graphique 6 : Les types de garanties exigées par les banques ?



Source : Enquête sur l'accès au financement bancaire des PME au Niger (Abdou Manzo Mahamadou, 2025)

Graphique 7 : Quel est votre degré de satisfaction vis-à-vis de la collaboration avec votre banque ?



Source : Enquête sur l'accès au financement bancaire des PME au Niger (Abdou Manzo, 2025)

4. Discussions

Les discussions sur ce sujet sont déclinées à ces points suivants :

4.1 Défis majeurs

- Exigences de garanties inaccessibles : beaucoup de PME naissantes trouvent que les exigences en matière de garanties demandées par les banques sont souvent hors de portée.
- Retards de paiement de l'État : ces retards fragilisent la santé financière des PME, rendant leur gestion plus difficile.
- Frilosité des banques : les établissements bancaires adoptent une approche prudente en raison de leur perception élevée du risque.

4.2 Opportunités

- Mécanismes de garantie publique : des dispositifs tels que le FONAP et le FSA peuvent offrir un soutien précieux aux PME nigériennes.
- Digitalisation des processus bancaires : l'innovation numérique peut simplifier les démarches et améliorer l'accès aux financements.
- Formation en gestion financière : renforcer les compétences en gestion financière au sein des PME peut les aider à mieux naviguer dans le paysage économique.

4.3 Points de vue alternatifs

- Renforcement des dispositifs financiers : certains experts questionnés préconisent de développer davantage les outils tels que le crédit-bail, l'affacturage, et le financement participatif. Ce dernier moyen de financement doit être réglementé par l'État car jusqu'à présent aucun texte réglementaire n'encadre cette activité dans la zone UMOA (DIALLO. K. ; 2025). Il doit réglementer le secteur afin de protéger les investisseurs.
- Innovation sectorielle : Les PME qui opèrent dans des secteurs innovants ou qui possèdent des atouts spécifiques peuvent bénéficier d'un soutien accru.

4.4 Recommandations

A partir de ces observations antérieures, diverses recommandations pratiques peuvent être proposées.

Pour les petites et moyennes entreprises (PME) doivent :

- Structurer davantage leur gestion interne ;
- Renforcer leur transparence financière ;
- Diversifier leurs moyens de financement et maintenir un lien de confiance avec leurs partenaires financiers.

Concernant les banques :

- Il serait préférable de réviser les méthodes d'évaluation du risque pour inclure des critères plus appropriés aux PME ;
- Il est recommandé d'offrir des produits spécifiques aux PME qui détiennent des contrats publics ;
- L'appui aux PME en termes de gestion financière et comptable pourrait être renforcé.

Pour les entités gouvernementales :

- Raccourcir les délais de règlement et assurer une traçabilité accumulée ;
- Institut des fonds de garantie et des systèmes de préfinancement ;
- Favoriser la numérisation des processus d'attribution et d'exécution des marchés publics.

4.5 Apport de la recherche

Cette étude met en avant plusieurs apports notables :

- D'un point de vue empirique, elle offre des informations inédites sur le financement bancaire des PME dans un contexte peu étudié scientifiquement ;

- Du point de vue théorique, elle associe des notions économiques traditionnelles aux réalités d'un pays à faible inclusion financière ;
- En ce qui concerne l'aspect opérationnel, elle suggère des mesures pratiques destinées aux trois entités concernées : banques, PME et administration publique.

4.6 Limites et orientations futures

Comme toute étude, ce travail présente des limites.

Cette étude se concentre uniquement sur le territoire du Niger, restreignant ainsi la possibilité d'appliquer les résultats à d'autres contextes régionaux ou mondiaux. Pour renforcer la solidité et l'étendue des conclusions, il serait préférable d'élargir l'échantillonnage des PME à d'autres régions géographiques, voire à des pays limitrophes présentant des traits économiques et institutionnels similaires. Une telle expansion permettra de mieux comprendre les particularités locales tout en détectant des tendances plus étendues dans l'accès au financement bancaire des petites et moyennes entreprises (PME).

De plus, certaines variables essentielles n'ont pas encore été soumises à une analyse détaillée, même si elles pourraient avoir un impact crucial sur la dynamique étudiée. Il serait particulièrement avantageux de réaliser des recherches plus approfondies sur l'impact du genre du dirigeant, afin de déterminer si et comment les disparités de genre influencent l'accès aux fonds financiers. Par ailleurs, l'influence sectorielle, c'est-à-dire le domaine d'activité de la PME, doit être considérée avec attention, car certains secteurs peuvent offrir des défis ou des chances spécifiques en termes de financement.

Finalement, les échanges dans les réseaux professionnels et sociaux des dirigeants pourraient également influencer l'accès au financement bancaire. Une meilleure compréhension de la nature et de la qualité de ces relations permet d'appréhender plus efficacement les mécanismes informels susceptibles de favoriser ou d'entraver l'accès aux financements. Par conséquent, explorer davantage ces aspects améliorerait considérablement la compréhension globale des facteurs influençant l'accès au financement bancaire pour les PME au Niger. Pour approfondir, diverses orientations sont possibles :

- Une comparaison régionale avec les autres nations de l'UEMOA ;
- Un suivi à long terme des PME financées pour mesurer leur évolution ;
- Une recherche spécifique sur l'influence des mécanismes de garantie publics et privés.

Conclusion

En somme, ce travail de recherche souligne une réalité fréquemment négligée, parfois même sous-évaluée dans les stratégies gouvernementales : l'accès au financement bancaire pour les PME, y compris celles qui profitent des marchés publics, demeure un cheminement ardu, aléatoire et ponctuel d'entraves au Niger. Cette situation est particulièrement inquiétante puisqu'elle touche des entreprises à potentiel élevé, généralement actives, mais qui rencontrent des obstacles à leur expansion en raison d'un manque de financements adaptés à leurs exigences.

Il existe plusieurs facteurs explicatifs qui sont entrelacés :

- Économiques, caractérisées par une bancarisation limitée, des taux d'intérêt importants et une prépondérance des prêts à court terme ;
 - Comportementaux, avec une méfiance mutuelle entre les acteurs, une culture restreinte du risque contrôlé et une réticence des banques à soutenir les PME en phase d'expansion ;
 - Institutionnels, présentant des retards de paiement importants, des garanties publiques peu efficaces et un cadre réglementaire parfois défaillant.
- Cette étude révèle qu'il ne suffit pas d'augmenter les mesures ou les sources de crédit, si les bases de la confiance ne sont pas fermement établies puisque le crédit est fondé à la fois sur les informations financières, sur l'interaction humaine, la stabilité institutionnelle et la prévisibilité du contexte commercial.
- Politiques, en fin de compte, car l'engagement de l'État à assurer les droits contractuels des entreprises, à respecter ses obligations financières et à favoriser un environnement commercial stable a une influence déterminante sur la façon dont les banques perçoivent le risque.

Par conséquent, le défi ne se limite pas à améliorer certains indicateurs économiques, mais consiste également à contribuer à la restructuration structurelle de l'économie nigérienne. Faciliter l'accès au financement pour les PME permet de libérer leur potentiel en matière d'innovation, d'emploi et de transformation locale. Cela permet à des centaines d'entreprises de passer à la vitesse supérieure, d'améliorer leur compétitivité et leur résilience, et de s'intégrer davantage dans les chaînes de valeur à l'échelle nationale et régionale. Développer la capacité de financement des PME, c'est également, et peut-être principalement, bâtir une économie plus inclusive, plus solide et davantage axée sur l'avenir. Une économie qui ne condamne pas les petites entreprises à l'informalité, mais les incite plutôt à se formaliser, à se développer, à investir et à générer de la valeur durablement.

Bien que complexe, cette ambition est réalisable pour nous. Elle nécessite une ferme détermination politique, une participation dynamique du secteur financier et un renforcement de la professionnalisation du tissu entrepreneurial. L'objectif est de créer un écosystème financier équilibré, transparent et juste, où chaque intervenant (banque, PME, administration) agit de manière responsable. Cet article vise à apporter sa contribution à cet effort collectif.

BIBLIOGRAPHIE

1. Akerlof, G. A. (1970). 4. The market for 'lemons': quality uncertainty and the market mechanism. *Market Failure or Success*, 66.
2. Amrane, S., & Akif, S. (2023). Le financement d'un projet d'investissement des entreprises par les banques (Cas BADR Tizi-Ouzou) (Doctoral dissertation, Université Mouloud Mammeri).
3. Belkacemi, K., & Bouchareb, R. (2022). L'évolution de la réglementation des marchés publics en Algérie entre l'impératif économique et le principe de la transparence (Doctoral dissertation, Université Mouloud Mammeri).
4. DIALLO. K. (2025) « Le CrowdInvesting, une Alternative de Financement pour les Startups Sénégalais : Une Analyse des Déterminants », *Revue Française d'Économie et de Gestion* « Volume 6 : Numéro 8 » pp : 161-176.
5. Djomeni, D. G., & Kepndip, J. K. (2023). Les compétitions entrepreneuriales et le financement des projets : une approche par la théorie des capacités dynamiques. *REVUE AFRICAINE DE MANAGEMENT*, 1(9).
6. HILMI, Y. (2024). Contrôle de gestion dans les banques islamiques: Une revue de littérature. *Recherches et Applications en Finance Islamique (RAFI)*, 8(1), 23-40.
7. Le Velly, R. (2022). Quand la concurrence rencontre la durabilité : l'introduction du développement durable dans le droit de la commande publique. *Droit et société*, 110(1), 171-188.
8. Missoka, P. (2013). Petites et moyennes entreprises camerounaises : opportunités et enjeux. <http://www.foretiafoundation.org>.
9. Saussier, S., & Tirole, J. (2015). Renforcer l'efficacité de la commande publique. *Notes du Conseil d'analyse économique*, 22(3), 1-12.
10. Segdali, M., & Dabdoub, M. (2023). La gouvernance : quelles explications pour l'accès des PME aux financements bancaire. *Revue Marocaine de Management, Logistique et Transport*, (6).
11. Stiglitz, J. E., Sen, A. K., & Fitoussi, J. P. (2009). Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social.